



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général aux  
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ N°52-2023-01-00025 DU - 5 JAN. 2023**

**portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables  
au site exploité par la société FOCAST  
sur le territoire de la commune de SAINT DIZIER**

**La Préfète de la Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement, Livre V - partie réglementaire et partie législative - Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 650 du 11 janvier 2007 autorisant la société Fonderie Bragarde de Machinisme Agricole à exploiter une fonderie de fonte sur le territoire de la commune de Saint-Dizier ;

**VU** le récépissé de transfert d'exploitant du 04 avril 2008 au bénéfice de la société FOCAST SAINT-DIZIER ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 02 décembre 2022, suite à une visite d'inspection effectuée le 25 octobre 2022, et notamment le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant en recommandé avec accusé de réception daté du 09 décembre 2022, lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral lors de la procédure contradictoire ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a déclaré à l'inspection qu'un départ de feu avait affecté ses installations le 23 octobre 2022 à 21h30, dont la maîtrise a nécessité l'usage d'extincteurs internes du site et l'intervention des services de secours ;

**CONSIDERANT** que l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2007 susvisé impose que « Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. »

**CONSIDERANT** que l'exploitant a déclaré ne pas avoir formé son personnel à la manipulation des extincteurs ;

**CONSIDERANT** que cette situation aurait pu entraver la maîtrise du départ de feu et augmenter ses impacts (a minima rejets atmosphériques et dégâts matériels) ;

**ARRÊTE :**

**Article 1 : Objet de la mise en demeure**

La société FOCAST, par la suite désignée « l'exploitant », est mise en demeure de respecter, pour son site de SAINT-DIZIER, **dans un délai de trois mois à compter de la date de notification de cet arrêté**, les dispositions de l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2007 précité en ce qui concerne la formation du personnel du site à la mise en œuvre des moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.

**Article 2 : Suites administratives**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 : Contentieux**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérécours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**Article 4 : Publicité**

En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ainsi que le Sous-Préfet de SAINT-DIZIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de SAINT-DIZIER.

Chaumont, le - 5 JAN. 2023

Pour la Préfète et, par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Maxence DEN HEIJER